



Fait à Paris, le 13 décembre 2023

Monsieur le président de la République,

**En amont du prochain Sommet européen des chefs d'État et de gouvernement des 14-15 décembre, les organisations syndicales CFTD, CGT, FO, CFTC et UNSA vous adressent cette lettre pour attirer votre attention sur l'état actuel des négociations sur la réforme des règles budgétaires de l'UE. Le compromis actuellement sur la table du Conseil des ministres des Finances de l'UE, qui se réunira le 19 décembre prochain, n'est pas en phase avec les attentes des travailleurs.**

Les organisations signataires s'inquiètent particulièrement que les propositions relatives à la réforme des règles de la gouvernance économique de l'UE actuellement en discussion ne mettent en danger le succès économique et social de l'Europe et blessent les plus vulnérables. Notre évaluation est que le compromis en cours de discussion au sein du Conseil est loin de corriger les défauts des règles de la gouvernance économique de l'UE.

Nous sommes préoccupés par le fait que les États membres n'aient pas publiquement affichés les effets qu'auront les nouvelles règles de la gouvernance économique de l'UE sur leurs budgets nationaux.

Toute la transparence doit être faite sur les effets que ces décisions vont avoir sur les travailleurs.

Nous appelons à la transparence sur les effets budgétaires, tels que les coupes ou les investissements perdus, année après année pour chaque État membre à la lumière des nouvelles règles proposées.

Les organisations signataires appellent à davantage de réflexion et rappellent leur demande de mettre fin au Pacte budgétaire européen. Une réforme plus pertinente est nécessaire. Les mesures d'austérité imposées après la crise financière ont eu un effet

profondément dévastateur sur l'Europe, dont les cicatrices sont toujours visibles pour nos économies, nos sociétés et nos politiques publiques.

C'est pourquoi des milliers de travailleurs, dont de nombreux travailleurs français, ont protesté hier à Bruxelles. Leurs messages aux gouvernements sont clairs :

- Rejeter le retour à l'austérité qui mènerait à des coupes budgétaires drastiques pour les services publics ou qui encourageraient la modération salariale, la réduction des pensions, la hausse de l'âge légal de départ à la retraite ou qui empêcheraient les investissements nécessaires pour des transitions verte et numérique justes
- Soutenir les investissements accrus pour nos objectifs sociaux et environnementaux, pour des hausses de salaires et des emplois de qualité, pour une protection sociale et des services publics plus forts
- S'engager à travailler avec les organisations syndicales pour plus de justice sociale pour les travailleurs.

Les organisations signataires appellent également à l'extension de la clause générale échappatoire du Pacte de Stabilité et de Croissance afin d'assurer le temps nécessaire à la réforme durable de la gouvernance économique de l'UE pour qu'elle réponde aux besoins des personnes en Europe.

Nos organisations sont donc inquiètes de voir les anciennes règles s'appliquer à nouveau à partir du printemps 2024, tant cela exigerait de la France un effort de consolidation budgétaire tel que les conséquences risquent d'être couteuses : une réduction de plus de 13 milliards d'euros sur un an. Des nouvelles règles, similaires aux anciennes, n'amélioreraient pas la situation.

M. le Président, ces règles en discussion au Conseil ne sont donc pas adaptées pour l'Europe.

Nous sommes conscients que trouver un consensus positif au sein du Conseil est une tâche difficile. Cependant, accepter de nouvelles règles qui marquerait un retour en arrière par rapport aux avancées politiques et économiques actées lors de la crise Covid serait un recul.

La révision des règles budgétaires aura un impact important sur le quotidien des travailleurs et sur celui des citoyens européens. Leurs besoins et leurs attentes devront donc être pris en considération pour avoir leur adhésion, sans quoi cette réforme alimentera le discours europhobe des forces antidémocratiques, internes et externes à l'Union européenne.

**CFDT, CGT, FO, CFTC et UNSA considèrent que** cette réforme est cruciale pour l'avenir de l'UE. De nombreux défis d'avenir sont devant nous et il nous faut trouver les ressources financières nécessaires pour y faire face efficacement.

Parmi ces défis à relever on peut citer : la lutte contre le changement climatique, l'accompagnement des travailleurs et des entreprises dans la transformation écologique et numérique de la production et du monde du travail dans le cadre de transitions justes, l'autonomie stratégique européenne, les investissements pour soutenir une convergence économique et sociale des pays candidats pour le prochain élargissement à horizon 2030.

Sans oublier les besoins de financement de politiques sociales ainsi que des services publics afin de combler les inégalités et protéger les travailleurs et les ménages le plus vulnérables dans le cadre de la crise du pouvoir d'achat, tout en soutenant la convergence des conditions de vie et de travail au sein de l'UE avec la justice sociale comme exigence.

Pour compenser le risque des contraintes budgétaires trop restrictives, l'Europe devrait se doter des mesures suivantes :

- La mise en place d'une capacité fiscale commune, **mutualisée et permanente, dans la continuité de *NextGenerationEU* et de la Facilité pour la reprise et la résilience, pour soutenir les investissements publics** nécessaires pour une transformation de notre modèle de développement ;
- Un ensemble de mesures fiscales pour avoir de nouvelles ressources financières au niveau européen et national afin de stimuler et orienter les investissements publics et privés y compris pour la réalisation d'objectifs européens communs. Cet ensemble comprend une taxe européenne sur le numérique, une taxe sur les superprofits, une taxe européenne ou internationale sur les transactions financières et l'adaptation des règles internationales et européennes en matière d'impôt sur les sociétés et de TVA à la numérisation de l'économie ou encore un règlement ou une directive sur une taxation progressive des personnes les plus riches.
- **La mise en place d'une procédure de déséquilibre social**, qui intégrerait à plein titre les procédures budgétaires et macroéconomiques de la gouvernance européenne de sorte à :
  - Corriger la primauté actuelle accordée à la politique budgétaire et économique
  - Sanctuariser les ressources budgétaires des États membres nécessaires pour les investissements dans les politiques sociales et environnementales.

La France doit jouer un rôle de force de proposition pour une Europe plus forte, plus démocratique et plus solidaire.

Nous comptons sur votre intervention, M. le Président, lors du Sommet européen des 14-15 décembre 2023, pour trouver des solutions à hauteur des défis actuels et d'avenir auxquels l'Europe doit faire face et dans le respect des attentes et des besoins des travailleurs et citoyens européens.

Marylise LÉON

**Secrétaire générale CFDT**



Sophie BINET

**Secrétaire générale CGT**



Frédéric SOUILLOT

**Secrétaire général FO**



Cyril CHABANIER

**Président confédéral CFTC**



Laurent ESCURE

**Secrétaire général UNSA**

